

Maîtrise de l'immigration : la fermeté et l'humanité sont-elles conciliables ?



CHRONIQUE
Albert Zennou

« **F**ermeté et humanité. » C'est avec ces deux mots que Michel Barnier, le premier ministre, a dimanche soir dernier sur France 2 placé son action pour un meilleur contrôle des flux migratoires. Deux concepts qui peuvent paraître contradictoires : c'est à la fois refuser certaines choses (fermeté) et dans le même temps en accepter d'autres (humanisme). Certains peuvent y voir du pragmatisme allié à de la modération, quand d'autres n'y trouvent qu'une manière de cheminer lentement vers la résolution d'un problème majeur. Le drame de la jeune Philippine, victime présumée d'un jeune Marocain sous OQTF, relance, s'il en était besoin, une nouvelle fois le débat sur le contrôle de l'immigration et la quasi-impossibilité d'expulser hors de France les personnes jugées indésirables. La France détient en effet le triste record européen du taux le plus bas de reconduites à la frontière d'OQTF avec, en 2022, seulement 6,9 %. Un chiffre dérisoire. Il y aurait ainsi entre 600 000 et 900 000 clandestins sur le territoire français, dont la grande majorité serait sous OQTF.

Fermeté et humanité peuvent-elles s'associer avec efficacité ? Car si, dans une sorte de dialectique, les deux idées permettaient à la France de contrôler les entrées sur son territoire, on ne pourrait qu'y souscrire. Or, depuis plus de quarante ans que les différents gouvernements ont tenté de mieux maîtriser les flux migratoires, ils entendaient tous agir avec « fermeté et humanité ». Ces deux mots ont été repris aussi bien par les présidents Emmanuel Macron, François Hollande, Nicolas Sarkozy, Jacques Chirac ou Valéry Giscard d'Estaing ou que, en leur temps, par les anciens premiers ministres Dominique de Villepin, Manuel Valls, Elisabeth Borne. Michel Rocard, il y a plus de trente ans, reconnaissait que la France ne pouvait pas « accueillir toute la misère du monde ». Le résultat est bien connu : les flux n'ont jamais été stoppés et se sont même accentués.

Ces deux termes sont-ils la bonne réponse au problème ou sont-ils tous ontologiquement antagonistes ? Est-ce à dire que les pays du nord de l'Europe, souvent dirigés par des sociodémocrates, manqueraient d'humanité alors même qu'ils mènent des politiques très fermes contre l'immigration irrégulière et qu'ils rendent plus difficile l'accès à une immigration légale ? La France a-t-elle d'ailleurs encore réellement besoin d'une immigration de masse comme ce fut le cas dans les Trente Glorieuses ?

C'est là tout le paradoxe des politiques depuis que l'immigration est vue comme un problème et non plus comme une chance. Ils ne savent pas parler de contrôles migratoires sans toute de suite après rappeler que cela se fera avec humanité. Et les politiques de droite ne dérogent pas à la règle, comme vient de le prouver Michel Barnier. C'est qu'ils vivent sous le regard de la gauche et des associations qui parviennent à imposer un humanisme compassionnel plus difficile à associer à une réelle volonté de fermeté. Mardi, sur BFMTV, Lucie Castets, de le Nouveau Front populaire voulait voir nommée à Matignon, a proposé que tous les clandestins sans distinction soient régulés, soit près de 1 million de personnes.

Depuis le septennat de Valéry Giscard d'Estaing, la France a cherché à revoir sa politique migratoire à la lumière de la crise économique qui a suivi le premier choc pétrolier de 1973. Le président de la République élu en 1974 avait même créé un secrétariat d'État chargé des immigrés et des travailleurs manuels confié à Lionel Stoléro à partir de 1978. Une prime était accordée à ceux qui retourneraient dans leur pays. Il faut dire que, deux ans plus tôt, le décret du 29 avril 1976 autorisait sous conditions les travailleurs immigrés à faire venir sur le territoire français leurs conjoints et leurs enfants. Ce qui était considéré comme une mesure pleine d'humanité va engendrer un afflux considérable d'un nouveau type d'immigration, non plus de travail mais d'installation.

Lors de la primaire de la droite en vue de la présidentielle de 2022, Michel Barnier, qui était alors candidat à la candidature, avait un programme jugé ambitieux en la matière. Il avait notamment proposé un moratoire sur l'immigration, donc une suspension d'une grande partie des entrées sur le territoire. Trois ans plus tard, il n'est pas sûr que le premier ministre reprenne les idées du candidat Barnier à la primaire, où, on le sait, il s'agissait surtout de séduire des électeurs de droite.

Mais quand Michel Barnier met en regard la fermeté et l'humanité, il a bien en tête de vouloir satisfaire et son électorat (LR), qui réclame davantage de fermeté, et une partie de sa coalition (Renaissance et MoDem), qui veut que toutes les mesures retenues soient empreintes d'humanité. Et c'est sans doute là que le bât blesse. Barnier pourra-t-il contenter les deux parties de sa « majorité minoritaire » alors qu'il est à portée de censure du NFP et surtout du Rassemblement national, qui peut à tout moment enclencher ou se joindre à une motion de censure contre le gouvernement.

Dire la fermeté, c'est un devoir de vérité que les politiques doivent à leur population. Dès lors, comment articuler fermeté et humanité quand cela touche à problème profondément humain qui est aussi source de tensions politiques et sociales ? Il faut bien reconnaître que la tâche n'est pas facile et une proposition ne pourra pas à elle seule résoudre le problème définitivement. L'Allemagne, pourtant dirigée par un social-démocrate, n'a pas hésité à revoir toute sa stratégie en rétablissant un contrôle strict à ses frontières. L'Italie, le Danemark ont eux aussi revu profondément leur politique. La France pourra-t-elle suivre ces exemples ? La faiblesse politique de l'actuel gouvernement, qui ne possède pas de majorité à l'Assemblée, permet d'en douter. Mais le premier ministre peut aussi compter sur l'opinion publique, qui est très majoritairement en faveur d'un meilleur contrôle.

Parvenir à une immigration zéro est sans doute illusoire. En revanche, une tolérance zéro envers des comportements délictuels ou criminels, avec les séjours illégaux et un système de reconduite à la frontière efficace, est bien plus réaliste. C'est alors à ce prix que les deux termes « fermeté » et « humanité » pourraient ne pas être antagonistes. ■

LES RENCONTRES DU FIGARO



YASMINA REZA

Le 4 novembre, à 20h, Salle Gaveau.

SYLVAIN TESSON

Le 2 décembre, à 20h, Salle Gaveau.

Tarif : 28 €.

Réservations : 01 70 37 18 18
ou www.lefigaro.fr/rencontres.